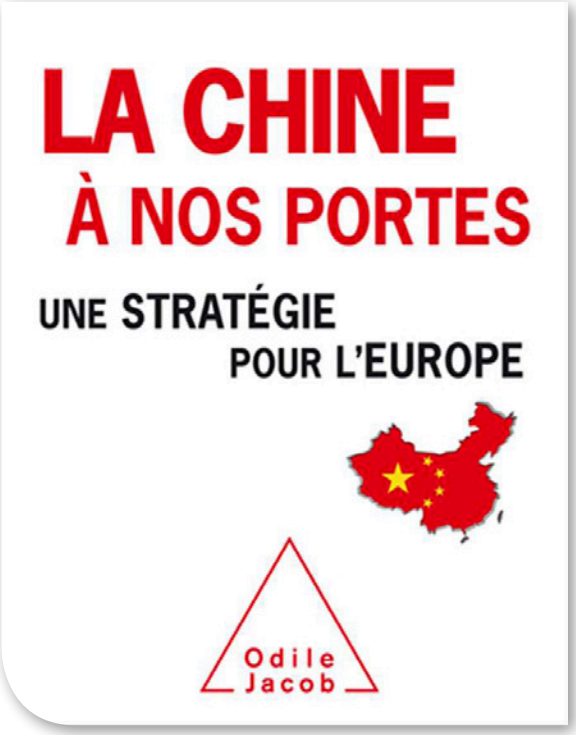
Il est fondamental de « réarmer » l'industrie européenne

Entretien avec François Godement



Quelle est la vision de l'Europe qui inspire la politique chinoise ? Fait-elle la part des choses entre ses relations bilatérales avec les pays européens et leur appartenance à l'UE ?

Il y a d'abord une diversité de visions de l'Europe en Chine, suivant le milieu, en particulier hors de la sphère officielle. Sur le plan officiel, je crois qu'il y a eu une sorte d'aller et retour : la prise de conscience, effective vers 2003-2004, que l'Europe est une réalité institutionnelle susceptible d'avoir une influence géoéconomique et géopolitique. Il fallait donc être présent dans les mécanismes européens. C'est le moment où apparaissent les premiers Livres blancs sur l'Europe, très insatisfaisants de notre point de vue, enfermant l'Europe dans la vision d'un ensemble voué à la coopération, à l'assistance et à l'ouverture par rapport à la Chine et peu de choses sur les objectifs européens. Pourtant, ce n'est plus seulement la vision nationale bilatérale qu'avait la Chine jusque là.

Puis, il y eut des déceptions – non levée de l'embargo sur les armes –, le début des difficultés sur les échanges commerciaux avec l'arrivée massive de produits chinois, et les crises européennes, la grande crise financière globale de 2007-2008 et l'*eurocrise* qui a suivi en 2010-2011. Cela coïncide avec la succession en Chine. A Ju Jintao et Wen Jiabao succèdent Xi Jinping et Li Keqiang, ce dernier apparaissant comme un technocrate effacé par rapport à Xi Jinping qui est avant tout un géopoliticien. L'accent essentiel de la diplomatie chinoise revient alors vers les États. Est-ce aussi un moyen de diviser pour régner ? Par certains côtés oui, puisqu'il s'agit d'éviter de s'engager avec l'Europe dans son ensemble. Les accords sino-européens piétinent et parfois n'aboutissent pas et la Chine fait des efforts vers des sous-ensembles européens : le « 16+1 », pays d'Europe centrale et orientale dans et en-dehors de l'UE, les pays nordiques, les pays méditerranéens, par exemple. Cela coïncide aussi avec une prise de conscience européenne qui conduit à des demandes européennes de réciprocité, un terme qui a mis beaucoup de temps à s'imposer.

Aujourd'hui, on est passé à une 3ème étape, le débat sur la nécessité d'une politique industrielle ou d'innovation susceptible de faire pièce au rouleau-compresseur chinois, c'est-à-dire à l'économie hybride chinoise à direction et financement étatique.

« L'Europe est confrontée au retour de la géopolitique de la force et au dénigrement du droit international », écrivez-vous...

Certes, c'est très fort, mais c'est aussi un jugement assez général. Pour la Chine, c'est le refus de l'arbitrage international sur la définition des

zones de souveraineté en mer de Chine du sud, par exemple. Aujourd'hui, on est à un nouveau stade, celui des menaces sur l'Organisation mondiale du commerce, venant aussi des États-Unis. L'Europe est confrontée à des acteurs qui ont des logiques très différentes.

Or, cela n'est pas tellement conforme à la nature de l'Europe, avec sa réticence au recours à la force, son ADN plutôt consensuel et peut-être collectivement un brin de naïveté ?

En tant qu'ensemble d'États, l'Europe a absolument besoin de règles parce que c'est ce qui lui a permis de surmonter les divergences d'intérêts et de trouver les mécanismes de résolution des conflits. Elle y a brillamment réussi pour elle-même mais en a évidemment besoin à l'extérieur aussi. Si l'on admet que l'Europe est une puissance, elle est en tous cas celle qui dépend le plus d'un univers de règles. A l'inverse, au XXIe siècle, on voit deux puissances qui existeraient même en l'absence de règles internationales : les États-Unis – une société-monde, une économie-monde – et la Chine, de par son échelle et son niveau de développement technologique.

Le multilatéralisme, auquel le président américain se montre peu enclin, est soutenu à la fois par la Chine et par l'Europe… Sachant que, d'après vous, « l'écart entre le discours et la pratique de la diplomatie chinoise est immense », est-ce qu'on peut bâtir quelque chose ensemble sur ce multilatéralisme affiché ?

La Chine a besoin des règles et du multilatéralisme dans le domaine commercial. C'est une puissance exportatrice majeure, elle a des excédents majeurs et est désormais sans doute le 2ème investisseur à l'étranger de la planète. Elle a donc besoin de règles sous peine de perdre son investissement. La question est toutefois de savoir ce qu'elle est prête à sacrifier pour s'assurer que ces règles perdurent. C'est moins net, car elle a très peu concédé sur son système lui-même : pillage de l'innovation, accès aux marchés publics, ou sur le renoncement à la nature subventionnée de son économie, par exemple.

Le premier ministre chinois Li Keqiang reçoit à Pékin la haute représentante européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Federica Mogherini, le 24 octobre 2019. Pour la Chine, il s'agit d'éviter de s'engager avec l'Europe dans son ensemble, qui doit au contraire mobiliser pour ses objectifs d'innovation et de réponse industrielle.

C'est exact que c'est à l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'automne 2015, que Xi Jinping s'affirme comme un défenseur du multilatéralisme ; l'arrivée de Donald Trump lui permettra d'autant plus de développer ce discours. Mais la Chine a sa propre interprétation des règles et sa logique d'influence dans les organisations internationales. Il s'agit d'*un certain* multilatéralisme, extraordinairement soucieux de souveraineté nationale, extraordinairement sceptique ou hostile aux interventions internationales quelles qu'elles soient. Dans ses accords, qui vont du climat au désarmement, elle s'avère très hostile à la notion de vérification et d'obligation juridique, mais plutôt en faveur d'engagements politiques. C'est un multilatéralisme réduit à sa plus simple expression, dans lequel la prégnance du discours est fascinante. Il s'impose de plus en plus, y compris à l'ONU, allant du « *win-win* » à la « *communauté de destin* », aux « *routes de la soie* », un terme qui n'est pas chinois mais qui nous a captivés.

Au terminal Euromax de Rotterdam. La Chine a besoin du multilatéralisme et de règles essentiellement dans le domaine commercial, en tant que puissance exportatrice majeure. Son multilatéralisme va guère au-delà, hormis dans le discours.

Plus précisément, comment estimez-vous le regard de Pékin sur la France, en termes d'opportunités pour ses intérêts et de levier vers l'Europe où la France est souvent motrice ?

Je voudrais d'abord revenir sur la diversité des points de vue chinois, bien que ce soit un monolithe politique. On sent très bien qu'il y a des experts, des technocrates, des praticiens de la diplomatie européenne qui ont une certaine curiosité pour les règles européennes, pour l'État de droit. Beaucoup de citoyens chinois qui se déplacent, qui font des études à l'étranger, considèrent que l'Europe est un havre de sécurité juridique et un endroit plus fiable que n'est la société chinoise à bien des égards. Les regards sont divers. Puis, il existe un point de vue plus dur qui considère que l'Europe est une société vieille, petit à petit transformée en musée, notamment par la surabondance des règles et des obstacles à la croissance. A chaque fois qu'il y a, par exemple en France l'an dernier, une forme de manifestation violente, l'officialité chinoise est prête à considérer qu'une révolution se prépare. La Chine accorde une crédibilité incroyable aux populistes et aux forces diverses susceptibles de mettre à bas l'Europe comme construction. Il y a un scepticisme officiel qui a grandi depuis les deux crises que j'ai citées au début, et que les différents débats électoraux, le Brexit et ce que nous appelons, nous, « *la montée des populismes* » alimentent.

Vis à vis de la France, on est sorti du cadre hérité de la reconnaissance de la Chine par le Général de Gaulle. Il reste des manifestations de ce globalisme, sur le climat par exemple, sur lesquels les Français voudraient jouer. Il y a aussi une curiosité chinoise envers l'appareil militaire français. C'est pratiquement le seul en Europe à pratiquer des interventions extérieures parfois risquées et de longue durée, d'où la disposition de la Chine à participer à des opérations de l'ONU au Mali, par exemple : il est intéressant de voir comment un corps expéditionnaire se débrouille en contre-guérilla dans un milieu désertique. Cela intéresse la Chine, mais les Chinois font une pesée réaliste : PIB, taille des dépenses militaires, capacités réelles d'intervention au-delà d'une certaine zone, et là, il y a clairement une décote. Sur le plan économique et industriel, l'Allemagne est désormais pour eux plus importante comme partenaire.

Si l'influence de la France seule s'est affaiblie dans les 30 dernières années, il reste dans la 2ème partie de votre question, la capacité d'entraînement en Europe. C'est plus important puisqu'aujourd'hui, la Chine doit faire face à une politique défensive européenne, à laquelle la France donne en gros son aval (transferts de technologie, investissements…). Je ne pense pas pour autant que la Chine recherche un dialogue plus concret avec l'interlocuteur français car cela démontrerait une disponibilité chinoise à faire des concessions, or il y en très peu.

Le bon côté de la chose, pour les Français, est que la Chine n'a pas réagi de façon très directe à la percée française en Indo-Pacifique, aux ventes de nos industries d'armement à un nombre considérable de pays, peut-être pas adversaires de la Chine mais qui s'en prémunissent. De ce point de vue, la France est le pays européen le plus présent et qui tisse des relations avec les autres puissances régionales, Japon, Australie, Inde. A part quelques désagrément mineurs, la Chine n'a pas vraiment réagi alors qu'elle le ferait bien plus si on atteignait ce qu'elle appelle « *ses intérêts fondamentaux* » (Taïwan, Tibet etc.).

En termes stratégiques, comment considérez-vous l'Initiative Ceinture et Route (Nouvelles Routes de la Soie) ?

On peut se demander si la Ceinture et la Route, au-delà même des souhaits chinois, n'est pas devenue l'élément définissant la présence internationale de la Chine depuis 2013. Le slogan a eu une popularité incroyable à cause du mythe des routes de la soie et parce qu'en Chine même, dans la mesure où l'initiative venait du numéro 1 qui, au même moment, renforçait son autorité personnelle, il y a eu une espèce de ruée pour participer à ce programme et pour s'en revendiquer. Cela coïncide avec les lignes de force de l'économie chinoise : capacité de construction des infrastructures, installations portuaires et aéroports, chemins de fer, matériels roulants, télécommunications, internet…, toutes capacités chinoises fortes et même excédentaires. Cela coïncide aussi avec la capacité de la Chine à devenir un pays qui prête (plutôt que d'investir) avec le piège de l'endettement qui en résulte parfois.

La logique chinoise des routes de la soie date du début des années 2000. Les routes et la logistique suivent le commerce et permettent de remonter la chaîne de valeur du commerce : d'abord être le sous-traitant, puis on exporte les produits secs, puis on maîtrise l'enlèvement et les transports, puis un jour on contrôle la distribution si on développe ses entreprises d'e-commerce (Alibaba). Les développements militaires en sont un accompagnement pour deux raisons. D'une part, en Chine il y a le principe extrêmement appliqué de « la fusion des industries civiles et militaires », donc de l'intégration complète. C'est le modèle fédéral américain des années 1950-1960, mais généralisé. D'autre part, *l'occasion fait le larron,* la chute de Kadhafi et la nécessité d'évacuer 38 000 ressortissants chinois de Libye, ont fait par exemple que Le Pirée est devenu un centre important. Djibouti, qui devait être un simple point d'appui logistique d'escale, devient une base importante pour la projection de troupes chinoises. On sous-estime souvent, dans les projets chinois, leur flexibilité et leur capacité de changer de destination en cours de route.

Finalement, quelles sont les mesures d'urgence que l'Europe devrait adopter pour protéger ses intérêts face aux ambitions chinoises ?

Il faut distinguer les mesures *défensives* et les mesures *positives*. Sur le plan défensif, les conditions de transfert de technologies sont devenue une question prioritaire car la poursuite du développement chinois est axée sur l'acquisition des technologies avancées par tous les moyens. Le contrôle ne peut être fait qu'à l'échelle européenne. La Chine a réussi aussi un certain nombre de percées industrielles et technologiques, ce qui doit questionner la conception de l'UE comme un ensemble économique d'échange commercial, mais pas au-delà. L'UE doit mobiliser pour ses objectifs d'innovation et de réponse industrielle. Nous sommes toutefois dépassés par l'ampleur et la multiplicité des tâches à accomplir, particulièrement si c'est aussi en concurrence avec les États-Unis. Il est fondamental de « *réarmer* » l'industrie européenne.

Propos recueillis par Jean-François Morel

Exercice de tirs de blindés chinois à Djibouti en mai 2018. Ce territoire, qui devait être un simple point d'appui sur une route maritime, devient une base importante pour la projection de troupes chinoises.

François Godement est conseiller pour l'Asie de l'Institut Montaigne, chercheur associé au Carnegie endowment for Peace et consultant du CAPS (MEAE). Il est l'auteur (avec Abigael Vasselier) de Que veut la Chine?, Paris, Odile Jacob, 2012, et de La Chine à nos portes : une stratégie pour l'Europe, Paris Odile Jacob, 2018.